

## Burundi-élections : la Facilitation relève le manque de consensus sur le report

@rib News, 26/06/2015 – Source Xinhua L'Equipe Conjointe Internationale de la Facilitation (ECIF) sur le Burundi a relevé qu'il n'y avait pas de consensus parmi les acteurs burundais sur sa proposition portant report des prochaines élections burundaises, apprend-on d'une déclaration obtenue samedi auprès du siège de la Mission d'observation Electorale des Nations Unies au Burundi (MENUB) à Bujumbura. "Sur base des vues exprimées par les intervenants et en prenant en compte de la situation et du climat sécuritaire dans le pays, l'ECIF sur le Burundi, a proposé le report des élections communales, législatives et présidentielles, et leur tenue simultanément le 31 juillet, afin de permettre la création de conditions propices pour des élections libres, équitables, transparentes, pacifiques et crédibles", précise cette déclaration de l'ECIF sur le Burundi.

Cette déclaration est intervenue trois jours de la tenue des élections des conseillers communaux et des députés du 29 juin 2015, et deux jours après le lancement de la campagne électorale en commune Busoni dans la province de Kirundo (Nord du Burundi), pour la prochaine présidentielle du 15 juillet 2015, par M. Pierre Nkurunziza, actuel chef d'Etat burundais et candidat du Conseil National pour la Défense de la Démocratie-Forces pour la Défense de la Démocratie (CNDD-FDD; parti au pouvoir) pour le prochain scrutin présidentiel. Un décret présidentiel daté du 10 juin dernier, a fixé les élections des conseillers communaux et des députés au 29 juin 2015, l'élection présidentielle au 15 juillet 2015 et les élections des sénateurs au 24 juillet 2015. Le ministre de l'Intérieur, Edouard Nduwimana, a rappelé mercredi dernier que ce calendrier revêt un caractère "inamovible" compte tenu de la fin des mandats pour le parlement et l'institution présidentielle élus en 2010. En effet, selon le ministre Nduwimana, pour se conformer au prescrit de la constitution et du code électoral, il est impératif que le nouveau parlement élu, soit investi le 9 août 2015, et que le président de la république élu, entre solennellement en fonction le 26 août 2015. "L'ECIF réaffirme son engagement à continuer à œuvrer avec toutes les parties prenantes et lance un appel aux burundais à poursuivre le dialogue", insiste la déclaration. Précisée par le représentant spécial du secrétaire général des Nations Unies en Afrique centrale, le Sénégalais Abdoulaye Bathily et composée des représentants de l'Union Africaine (UA), de la Communauté d'Afrique de l'Est(CAE), de la Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs(CIRGL) et de l'ONU, l'ECIF a convoqué, du 23 au 26 juin 2015, une réunion des parties prenantes burundaises à un dialogue sur la situation politique, sécuritaire, socio-économique et humanitaire dans le pays. Ce dialogue a réuni des représentants des partis politiques de l'opposition, de la société civile, des confessions religieuses, du secteur privé ainsi que ceux du gouvernement qui y a pris part, seulement, pour une session. En revanche, le président du CNDD-FDD (1er parti au pouvoir), Pascal Nyabenda, et le secrétaire général de l'Union pour le Progrès National (UPRONA; 2<sup>ème</sup> parti au pouvoir), Gaston Sindimwo, avaient laissé entendre au début de ce dialogue politique, que leurs formations politiques respectives n'allaient pas y participer pendant les périodes imparties aux campagnes électorales. Vendredi dernier, à partir de New-York, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait appelé les autorités burundaises, à "prendre sérieusement en considération", la proposition de l'ECIF sur le Burundi portant report des élections burundaises.